



UNIVERSITÄTS-
BIBLIOTHEK
HEIDELBERG

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 13 (1985)

DOI: 10.11588/fr.1985.0.52559

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

fen. Es muß dahingestellt bleiben, ob die Herausgeber auf diese Weise zugleich der allmählich einsetzenden Rückkehr zum Normalzustand Rechnung tragen wollten, oder aber formalen Gesichtspunkten Genüge leisten mußten. Angesichts der Probleme, mit denen die junge Republik in jenen Wochen und Monaten zu kämpfen hatte, neben den Verhandlungen in Versailles ist hier insbesondere an die verschiedenen Konfliktherde im Osten (Baltikum) bzw. Südosten des Reiches (Oberschlesien) zu denken, die durch zahlreiche Dokumente eindrucksvoll belegt werden, wäre eine derartige Interpretation sicher fehl am Platz.

Der dritte Band knüpft an diesen Punkten nahtlos an. Er beginnt mit einer Aufzeichnung des damaligen Legationsrates von Driksen vom 2. Januar 1920 zum Stand der baltischen Frage, auf die ein Bericht des Reichsfinanzministers über den Verlauf der 2. Sitzung der Kriegslastenkommission am 17. Dezember 1919 folgt. Im Zentrum stehen neben wirtschafts- und finanzpolitischen Fragen insbesondere die Probleme im Zusammenhang mit der Erfüllung der Bestimmungen des Versailler Vertrages. Neben der Diskussion um die Höhe der Reparationen – als Stichwort wäre die Konferenz von Spa zu nennen – zählen hierunter unter anderem noch Eupen-Malmédy, Schleswig, Memel und Oberschlesien sowie nicht zu vergessen die Probleme im Hinblick auf die Auslieferung deutscher Kriegsverbrecher und die Entwaffnungsfrage. Währenddessen machen die Bemühungen um eine Normalisierung des Klimas, der Versuch der Wiederaufnahme diplomatischer Beziehungen zu den ehemaligen Kriegsgegnern, erste Fortschritte. Auslösendes Moment war das offizielle Inkrafttreten des Friedensvertrages am 10. Januar 1920. Doch auch auf dieser Ebene stellten sich schon bald neue Probleme ein, mit denen die junge deutsche Republik fertig zu werden hatte: Gegen den Willen der Reichsregierung überreichte beispielsweise Emile Dard am 16. Juli 1920 dem bayerischen Ministerpräsidenten von Kahr sein Beglaubigungsschreiben als französischer Gesandter in München.

Zieht man ein Fazit, dann bleibt festzuhalten, daß es den Bearbeitern und Herausgebern dieser neuen Serie – trotz aller Kritik – augenscheinlich gelungen ist, in den ersten drei Bänden durch die Auswahl von z. T. in ihrer Bedeutung recht unterschiedlichen Dokumenten die Vielzahl der Probleme aufzuzeigen, mit denen der Weimarer Staat vom Beginn seines Bestehens an zu kämpfen hatte. Vielleicht liegt einer der Vorzüge der Edition gerade darin, daß viele Bereiche zwar berührt werden, wie z. B. die Frage eines eventuellen ›Anschlusses‹ Österreichs oder aber die Verhandlungen zwischen deutschen und französischen Wirtschaftsexperten im Hinblick auf einen möglichen gemeinsamen Wiederaufbau der zerstörten Nordprovinzen in Frankreich, respektive in Belgien, daß jedoch im Grunde keines dieser Themen auch nur annähernd erschöpfend dokumentiert wird. Die Edition gibt auf diese Weise Anreize, einigen der hier angeschnittenen Problemkomplexe gezielt durch eigene Nachforschungen nachzugehen.

Stefan MARTENS, Paris

Peter KRÜGER, *Die Außenpolitik der Republik von Weimar*, Darmstadt (Wissenschaftliche Buchgesellschaft) 1985, XI–605 p.

Le grand mérite de M. Peter Krüger est d'avoir écrit le premier livre sérieux sur la politique extérieure de la République de Weimar, fondé sur les archives de la Wilhelmstrasse qu'il connaît très bien puisqu'il est co-éditeur des recueils de documents couvrant cette période. Il est donc un peu naturel qu'il se limite à analyser la politique gouvernementale, ce qui est déjà beaucoup pour un seul volume. En outre, ses jugements sont pondérés et l'on sent sa compréhension pour des points de vue différents des siens. Avec toute son objectivité, l'auteur ne dissimule pas sa prédilection pour la coopération européenne, voire mondiale; il considère le nationalisme en général et le nationalisme allemand en particulier comme la source des pires

malheurs. Il s'efforce de déceler à quel moment et dans quelle mesure la République de Weimar a cédé à ce penchant et quand sa politique a été inspirée par des considérations plus larges.

Nous sommes entièrement d'accord avec deux opinions que l'auteur émet: a) Le Traité de Versailles n'était en réalité pas très dur – vérité qu'il fallait dire une fois nettement – mais il était ressenti comme tel par tous les Allemands, presque sans exception. b) L'Allemagne, même dans ses frontières de 1920, avec son grand potentiel industriel, avait la vocation d'être une grande puissance, étendant son influence tout d'abord sur l'Europe Centrale et du Sud-Est. Ceci avait d'ailleurs comme conséquence, selon nous, que la grande majorité des Allemands était encline à rester nationaliste. M. Krüger d'ailleurs ne le conteste pas mais il fait la différence entre un nationalisme «étriqué» et un nationalisme «plus large d'esprit» – sans employer ces mots.

D'autres de ses affirmations sont pourtant susceptibles de provoquer des réserves. Ainsi il qualifie la politique anglaise de «raisonnable et pragmatique» tandis que celle de la France était, au moins jusqu'en 1924, «très dure». Cet argument a été très souvent avancé et est trop facile à notre avis. Il ne faut pas oublier que la France avait été envahie lors de la Première Guerre Mondiale – comme lors de la Seconde – et avait souffert beaucoup plus que l'Angleterre. D'autre part l'auteur ne mentionne presque jamais le principe de «l'équilibre de la force» («Balance of Power») en parlant de la politique de la Grande-Bretagne qui l'amenait à œuvrer pour le renforcement de l'Allemagne face à la France, en apparence victorieuse et première puissance du Continent européen. L'auteur part du principe que «l'Entente Cordiale» avec Paris restait toujours pour Londres un axiome, ce qui est pour le moins contestable quand on pense aux années vingt et trente. – M. Krüger répète aussi la thèse que les puissances occidentales, bien qu'elles eussent de bonnes raisons de craindre le nationalisme allemand toujours vivant, auraient «manqué le bon moment» pour faire les concessions nécessaires à la République de Weimar. Est-ce qu'elles pouvaient lui accorder davantage en matière de réparations, sensiblement diminuées en fait, et d'évacuation des territoires, terminée en fait en 1930, cinq ans avant la date prévue? Est-ce qu'elles pouvaient admettre un réarmement allemand quand la guerre de 1914 était encore si fraîche dans toutes les mémoires? Rappelons l'argument contraire que toutes les concessions faites par les anciens alliés auraient été interprétées en Allemagne comme signe de faiblesse et y auraient ainsi encouragé les forces nationalistes.

M. Krüger divise la politique extérieure de Weimar en trois périodes: a) les débuts jusqu'à l'avènement de Stresemann, b) l'ère Stresemann d'août 1923 jusqu'à octobre 1929, c) «l'épilogue» jusqu'au 30 janvier 1933, qui n'est que résumé dans les dernières cinquante pages. – Il critique la politique de la première période comme inconsistante et mal préparée. C'est certes vrai. Mais comment pouvait-on s'attendre à ce que les hommes d'Etat qui en avaient la responsabilité qui manquaient en partie d'expérience mais avaient été tous élevés dans l'esprit nationaliste de l'ancien Empire, s'en fussent libérés du jour au lendemain et eussent reconnu que la scène internationale de l'après 1918 était fondamentalement différente de celle de l'avant 1914? Il faut bien reconnaître que la France et l'Angleterre n'avaient pas réalisé non plus l'étendue des changements survenus et essayaient, chacune à sa manière, de revenir au «monde d'hier».

En Stresemann par contre, l'auteur voit le prototype du «nationaliste éclairé». En effet, il faut lui rendre justice d'avoir tiré les conclusions de l'issue de la Première Guerre Mondiale et d'avoir reconnu le rôle décisif qui incombait désormais aux Etats-Unis – c'est d'ailleurs son principal mérite. M. Krüger énonce une thèse intéressante: Stresemann et ses collaborateurs s'intéressaient moins à la révision intégrale du Traité de Versailles qu'à rendre à l'Allemagne son statut de grande puissance, but qui était partiellement atteint dès Locarno, sur un pied d'égalité avec les autres. Ceci était à la fois plus et moins que la révision de Versailles. L'Allemagne pouvait par exemple renoncer à l'Alsace-Lorraine ou au Slesvig du Nord, mais exercer sa prépondérance, d'abord économique en Europe du Sud-Est davantage que dans le passé, processus qui commençait en effet dans la deuxième moitié des années vingt. Plus tard elle pourrait exercer une politique analogue dans les pays d'outre-mer. A ce propos l'auteur mentionne que Stresemann était partisan d'un «néo-colonialisme» en Afrique, sans domination politique directe, mais par

le biais de «sociétés transnationales» en coopération avec les puissances occidentales, comme le préconisait aussi son ennemi personnel Schacht sous Weimar et sous Hitler. – Ceci voulait dire: participation à la grande politique mondiale, non pas dans l'esprit de l'avant 1914, mais aux côtés des Etats-Unis, de l'Angleterre et de la France. Le maintien de bonnes relations avec la Russie soviétique était secondaire et servait essentiellement à renforcer la position de la République de Weimar face à ses interlocuteurs de l'Ouest. Un autre signe de la clairvoyance de Stresemann était son manque d'estime pour l'Italie fasciste et pour Mussolini personnellement.

Toutefois nous pensons qu'il faut différencier quand on parle de la coopération de l'«Occident». Nous avons déjà exprimé nos doutes quant à la continuation de l'«Entente Cordiale» après 1918. Stresemann est très souvent considéré, avec Briand, comme l'artisan de la réconciliation franco-allemande. Nous sommes plutôt enclin à croire qu'il se pliait à une nécessité, car l'Allemagne était contrainte à régler les problèmes de l'immédiat après-guerre avec la France. Michael-Olaf Maxelon¹ dit que la politique de Stresemann était une «ellipse» avec deux centres: Paris et Washington, avec une nette prédilection pour les Etats-Unis. En effet, il rejetait toute idée d'une «Europe Continentale» sans les Anglo-Saxons, telle que la préconisaient surtout les «Sozialistische Monatshefte», mais aussi dans une certaine mesure Adenauer (dans les années vingt) et même le Général von Schleicher. Toutefois Stresemann ne négligeait pas non plus Londres². Son secrétaire d'Etat, à partir de la fin de 1924, Carl von Schubert, était particulièrement anglophile. Cependant, il ne désirait pas une rupture entre la France et l'Angleterre, car alors la dernière ne pourrait plus exercer une influence modératrice sur la première. Ceci dit, Schubert était selon M. Krüger prêt à aller plus loin que Stresemann dans la coopération avec la France. Il voulait aussi œuvrer pour le maintien de la paix dans le cadre de la S. D. N. – L'auteur ne nie pas le nationalisme de Stresemann mais ne le met pas suffisamment en relief. Il ne faut quand-même pas oublier son hostilité aux pacifistes, son soutien du réarmement clandestin et le fait que dans ses premières années il envisageait la possibilité d'une guerre «limitée» contre la Pologne, idée qu'il abandonna par la suite³. Il y a des interprétations très différentes comme le montre l'intéressant volume publié par MM. Michalka et Lee⁴. – Le livre de M. Krüger constitue dans une certaine mesure une réplique à l'interprétation de l'Histoire allemande de Fritz Fischer et ses élèves. Ainsi, il dit à la fin: «S'il y a une continuité de Bismarck à Hitler, il y a aussi une qui mène de la politique de Locarno à celle de la République Fédérale.» On pourrait seulement poser la question (sans mettre d'aucune manière le Troisième Reich sur le même plan que les autres régimes qu'a connus l'Allemagne): Est-ce qu'il y a entre ces deux «continuités» une contradiction absolue ou ne contient-elle pas quelques éléments complémentaires?

Dans l'«épilogue» M. Krüger analyse, correctement selon nous, la politique allemande à partir d'octobre 1929, dirigée d'abord par Curtius, mais surtout par Brüning et von Bülow, le secrétaire d'Etat depuis le printemps 1930. Il l'a définie comme «Non à l'Europe et attaque générale contre le Traité de Versailles». C'est donc un retour au nationalisme «étriqué» qui néanmoins remportera quelques succès (auxquels Stresemann a préparé le terrain). Cette évolution va parallèlement avec le virement à droite des partis «bourgeois»: les conservateurs monarchistes, le «Parti du Peuple» de Stresemann mais aussi le «Centre» catholique; ceci mènera à l'autodestruction du parlementarisme. C'est pourquoi l'auteur ne considère pas cette période comme faisant partie de la République de Weimar et la traite très sommairement. Elle

1 Michael-Olaf MAXELON, Stresemann und Frankreich. Deutsche Politik der Ost-West-Balance, Düsseldorf 1972.

2 Werner WEIDENFELD, Die Englandpolitik Gustav Stresemanns. Theoretische und praktische Aspekte der Außenpolitik, Mainz 1972.

3 Voir Hans W. GATZKE, Stresemann and the rearmament of Germany, Baltimore, 1954; Gaines Post Jr., The civil-military fabric of Weimar foreign Policy, Princeton, N. J. 1937.

4 Wolfgang MICHALKA und Marshall M. LEE (Hg.), Gustav Stresemann, Darmstadt 1982 (Wege der Forschung, Bd. 539).

attend encore son historien. La meilleure publication sur ce sujet, jusqu'ici, est le compte-rendu intégral du colloque d'Augsbourg de fin mars 1979⁵. – Par contre, l'auteur s'étend largement sur les années antérieures. Peut-être donne-t-il même trop de détails sur les problèmes financiers (réparations, etc.). Il mentionne parfois l'opposition nationaliste à laquelle se heurtaient Stresemann et ses collaborateurs, mais très brièvement. Nous aurions aimé en apprendre davantage. Un autre ouvrage devra sans doute encore montrer le rôle des différents partis politiques, de l'opinion publique et de la presse. Cependant, malgré ces quelques réserves, le livre de M. Krüger est à nos yeux fondamental pour chacun qui désire étudier la politique de Weimar.

Charles BLOCH, Paris

Wolfgang FERNER, *Das Deuxième Bureau der französischen Armee. Subsidiäres Überwachungsorgan der Reichswehr 1919–1923*, Frankfurt am Main, Bern, Las Vegas (Verlag Peter Lang) 1983, 497 S. (Europäische Hochschulschriften: Reihe III, Geschichte und ihre Hilfswissenschaften, 177).

Mit Unterzeichnung des Versailler Vertrages verpflichtete sich das Deutsche Reich – vor allem auf Drängen Frankreichs –, seine Armee auf 100 000 Mann zu reduzieren und fortan auf den Besitz schwerer Waffen zu verzichten. Zur Überwachung der deutschen Abrüstung wurde eigens eine Interalliierte Militär-Kontroll-Kommission mit Sitz in Berlin (IMKK) gebildet, deren Arbeit indes infolge fehlender Machtbefugnis enge Grenzen gesetzt waren. Um die Tätigkeit der Kommission zu unterstützen, aber nicht nur aus diesem Grund, erhielten gleichzeitig die französischen Dienststellen mit Sitz in Deutschland den Auftrag, die Entwicklung im Reich sorgfältig zu beobachten.

Die Berichterstattung eines dieser »subsidiären Überwachungsorgane«, des Deuxième Bureau, des militärischen Nachrichtendienstes der französischen Rheinlandarmee, wurde von Wolfgang Ferner nunmehr eingehend untersucht. Nach einem ersten Abschnitt zur Rolle und Bedeutung der IMKK skizziert er in einem zweiten größeren Kapitel Aufbau und Funktionsweise des französischen sowie des mit diesem häufig kooperierenden belgischen Nachrichtendienstes. Der dritte Abschnitt, mit ca. 250 Seiten zugleich der umfangreichste Teil des Buches, ist der Untersuchung der Berichte und Meldungen des Deuxième Bureau vorbehalten. Gegliedert nach zahlreichen inhaltlichen Schwerpunkten werden hier ausführlich verschiedene Aspekte der »Bulletins de Renseignements« bzw. der »Rapports mensuels« aus den Jahren 1919–1923 vorgestellt.

Zweifellos geben diese Berichte einen interessanten Einblick in die damalige Entwicklung in Deutschland. Rückschlüsse auf die französische Einschätzung des deutschen Nachbarn lassen sich hingegen auf dieser doch vergleichsweise schmalen Quellenbasis kaum ziehen. Vielleicht wäre es deshalb sinnvoller gewesen, wenn sich Ferner statt auf Inhaltsangaben stärker auf die Entstehung, Hintergründe sowie die Wirkungsgeschichte einzelner Berichte konzentriert hätte. Nur so ist zu erklären, weshalb er in seinen Schlußbetrachtungen, von wenigen Ausnahmen – etwa hinsichtlich der Militärgesetzdebatte in Frankreich – einmal abgesehen, kaum zu dem von ihm ursprünglich ins Zentrum seiner Untersuchung gestellten Zeitraum der frühen zwanziger Jahre Stellung nimmt. Stattdessen beschränkt er sich auf einen Ausblick auf den Gang der Diskussion in Frankreich um strategische und verteidigungspolitische Fragen vom Ende des Ersten bis zum Beginn des Zweiten Weltkrieges,

⁵ Josef BECKER/Klaus HILDEBRAND (Hg.), *Internationale Beziehungen zur Zeit der Weltkriege 1929–1933*, München 1980 (Schriften der Philosophischen Fakultäten der Universität Augsburg, Nr. 18).